

La voie de l'économie fondée sur la connaissance en Algérie



Par Jean-François Rischard, consultant en développement humain

Quelles sont les principales leçons tirées des économies fondées sur la connaissance ?

Un certain nombre de pays, la plupart avec des populations de moins de cinq millions d'habitants, ont particulièrement bien réussi dans l'établissement d'une économie fondée sur la connaissance (EFC), enregistrant des résultats spectaculaires en à peu près une décennie.

À la base, ils ont augmenté de manière spectaculaire la quantité et la sophistication de la connaissance au sein de leurs économies et de leurs sociétés, non pas pour la connaissance en elle-même, mais parce que cela les a rendus plus agiles, plus efficaces dans l'établissement et l'utilisation de réseaux, meilleurs dans l'apprentissage continu et plus fiables dans un contexte où l'agilité, les réseaux, l'apprentissage et la fiabilité sont clairement devenus des facteurs-clés du succès dans la nouvelle économie mondiale.

Ces pays ont aussi, ce qui est typique de la voie EFC, développé rapidement et fortement leur secteur des services, plutôt que de s'appuyer uniquement sur des initiatives d'industrialisation traditionnelles. Pour obtenir ces résultats, ils ont déployé des efforts énergiques et systématiques au service de l'EFC, avec des façons de faire

particulières en termes et de substance et de processus.

En termes de substance leurs gouvernements ont « mis le paquet » sur cinq piliers de l'EFC, et réalisé d'importants changements dans la plupart d'entre eux :

1. Ils ont élevé la qualité de leur système éducatif et l'ont réorienté dans le sens de l'EFC. En agissant ainsi ils ont souvent établi des standards pour le reste du monde (Singapour, Finlande, Irlande).

2. Ils ont pris des mesures courageuses pour développer une écologie de l'innovation en utilisant différentes voies pour y accéder : Recherche & Développement en Finlande, lancement de grappes agro-industrielles au Chili, L'IDE en Irlande ou en attirant une multitude de membres de la creative class dans le cas de Dubaï.

3. Ils ont considérablement augmenté la qualité de l'environnement des affaires, par une réduction des coûts des transactions et par des mécanismes de réponse rapide, se transformant en une sorte d'aimant pour des firmes du monde entier comprenant aussi bien des multinationales que des « jeunes pousses » : Luxembourg, Singapour, Dubaï.

4. Ils ont lourdement investi dans les infrastructures des technologies de l'information et de la communication et dans des applications-clés telles

qu'e-gouvernement, atteignant souvent un meilleur rang que certains pays industrialisés plus grands (pays Nordiques, Malaisie, Estonie).

5. Certains d'entre eux avaient déjà fait ou étaient en train de faire des choses pour promouvoir l'émergence d'une société fondée sur la confiance ainsi que sur des valeurs favorisant le changement au sein de la population. Dans la même ligne de pensée, plusieurs d'entre eux ont pris sur eux, dans l'effort EFC, d'adopter des standards de gouvernement modèle (Finlande, Nouvelle-Zélande).

Des cinq piliers, le dernier est le plus difficile à définir (étant hybride) et de plus, à mesurer. Mais il peut être le plus important notamment sur le plan de la confiance sociétale qui est particulièrement élevée dans la plupart des pays cités en exemple plus haut. Un pays qui n'est pas dans ce cas et qui continue à vouloir projeter son avenir en EFC devrait déployer en parallèle des efforts dans le sens d'une société fondée sur la confiance (SFC). En un sens, il faut mener un effort conjoint EFC/SFC. Que le gouvernement joue un rôle de modèle, ou qu'il soit au minimum capable de le jouer, est un autre point crucial de ce cinquième pilier, ceci en plus de sa capacité à diriger l'effort EFC avec vision, et avec tous les moyens du bord.

En termes de processus, les gouvernements de ces pays sont en quelque sorte parvenus à s'extirper de leur démarche habituelle par incréments et à adopter un mode activiste par lequel ils ont non seulement projeté une vision forte, mais sont aussi devenus l'agent principal du changement, réussissant à mobiliser la nation entière autour des efforts EFC. Pour beaucoup, le déclic fut une situation de crise réclamant un changement radical de cap : une crise macro-économique en Irlande, un effondrement des exportations en Finlande à la suite de l'écroulement de l'URSS, le défi de l'accession à l'UE pour l'Estonie, par exemple.

Dans chaque cas, le processus utilisé par ces pays qui ont réussi était caractérisé par le dynamisme et l'orientation vers l'action, en contraste avec l'approche plus traditionnelle qui consiste à rédiger de grandes études EFC et des plans d'action, en espérant (généralement en vain) que cela mènera vers les milliers de changements nécessaires à la base. Dans ce contexte, une méthode peu orthodoxe mais prometteuse est de lancer des vagues de projets à résultat rapide avec des objectifs serrés en matière de délais de telle manière à réaliser des percées significatives dans telle ou telle région ou telle partie du système – des percées qui peuvent ensuite être élargies et généralisées à grande échelle.

Une autre caractéristique commune est que tous les expérimentateurs EFC qui ont réussi, ont installé une sorte de Conseil EFC de haut niveau pour présider les campagnes EFC et s'assurer de l'entier engagement

des hauts dirigeants. Beaucoup d'entre eux ont, en fait, entrepris de véritables campagnes EFC visant à mobiliser la nation tout entière en partie grâce à un effort systématique de communication. Certains pays ont même établi des institutions spécifiques pour soutenir l'EFC.

L'Algérie doit-elle et peut-elle repenser son avenir en tant que EFC ?

Le symposium EFC organisé à Alger, les 10-11 septembre 2007, par le CNES avec l'appui du World Bank Institute (WBI) n'a simplement fait que démarquer la discussion sur cette question qui, certainement, mérite d'autres débats dans le futur. Les résultats mesurés par les indicateurs WBI sur les premiers quatre piliers, les seuls qui soient plus facilement mesurables, ont été présentés, faisant ressortir la distance que l'Algérie doit encore parcourir. Elle est évidemment très loin des champions EFC comme la Finlande mais l'écart reste grand même vis-à-vis des pays qui ont récemment entrepris des changements comme l'Estonie ou même la Jordanie. Le meilleur score de l'Algérie, relativement parlant, concerne le quatrième pilier (TIC), mais même là, il y a encore de l'espace à parcourir. Ceci dit, rien ne devrait empê-

cher un effort EFC qui pourrait réussir en Algérie si la volonté existe, comme en témoigne l'exemple de la diaspora qui a souvent très bien réussi lorsque les bonnes conditions étaient réunies. Mais ce sera sûrement un grand défi à relever : certains participants au symposium ont signalé la grande taille de l'Algérie, en population et en territoire, comme facteur de complication ; d'autres étaient d'avis que dans le cas algérien les disparités régionales doivent être traitées simultanément, en utilisant probablement des projets de type EFC dans ce but. Finalement, la plupart des participants ont mis l'accent sur l'importance du changement des mentalités et sur la nécessité d'accompagner les efforts EFC avec des efforts parallèles et complémentaires de SFC.

In fine, tous les participants semblaient être d'accord sur le fait que l'Algérie a certainement les moyens pour investir dans des efforts EFC de grande ampleur grâce au pactole pétrolier, et qu'elle n'a peut-être pas d'autre choix que de préparer « l'après-pétrole » avec des efforts de type EFC, destinés à moderniser et à diversifier l'économie algérienne et à l'ouvrir, ainsi que sa société au sens large, au monde.

